

Antoine Larrache, NPA : « Nous sommes pour une licence, non pas globale, mais égale »

Entretien avec **Antoine Larrache**, responsable Internet de la campagne de **Philippe Poutou**, candidat du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) à l'élection présidentielle 2012.

Quel budget consacrez-vous à cette web campagne ? Quels résultats en attendez-vous ?

Le budget que nous consacrons à la campagne web est très limité puisque nous utilisons pour l'essentiel des outils gratuits ou libres, par exemple notre site est fait avec SPIP et nous utilisons OpenOffice.org pour l'écriture de documents.

J'ajoute que le gros avantage des outils informatiques, que ce soit un site Internet, Facebook, Twitter, etc., c'est qu'ils nous permettent d'être accessibles partout. C'est aussi la possibilité d'informer le public du déroulement de la campagne, de ce que l'on pense de l'actualité, et ce au quotidien, ce que ne permettent pas forcément les apparitions télévisées et les tracts. Bref, nous attendons (du web) un lien un peu plus fort avec les personnes qui s'intéressent à nos idées, notamment dans les endroits où nous ne sommes pas en mesure d'organiser des meetings ou des réunions publiques.

Tous les candidats défendent la réindustrialisation du territoire, tout en utilisant des outils web américains (Twitter, Facebook, WordPress...). Est-ce un paradoxe ?

Pour nous, il n'y a pas forcément de problème. Notre truc ça n'est ni la concurrence entre les salariés, ni entre qui ou quoi que ce soit. On utilise les outils qui nous paraissent efficaces, tout en adoptant un comportement politiquement responsable, par exemple en utilisant des logiciels libres qui correspondent davantage aux idées que nous défendons.

Après, ce n'est pas un hasard si les outils américains sont les plus performants dans toute une série de domaines. Le niveau technologique est beaucoup plus élevé (aux États-Unis), ainsi que celui de la recherche et du développement. Ce que l'on pense c'est que tout ça devrait être planifié, organisé démocratiquement et ne soit pas soumis à la concurrence au niveau international. Mais c'est une position générale, on s'adapte aussi à la réalité.

Concrètement, quelles sont vos propositions en matière numérique ? Qu'est-ce qui vous différencie des autres candidats en la matière ?

Nous sommes contre une limitation de l'utilisation (d'Internet, des logiciels...) et la restriction des libertés, ça n'est pas contradictoire avec la propriété intellectuelle, au contraire, à partir du moment où on l'envisage comme une propriété collective. Par ailleurs, nous sommes pour, non pas une licence globale, mais une licence égale qui ferait que chacun puisse accéder aux différents médias, aux différentes productions culturelles, intellectuelles, numériques.

En même temps, il doit y avoir une rémunération des auteurs qui soit juste. 'Juste', cela signifie que

l'on sortirait du système actuel. Aujourd'hui, de grandes multinationales récupèrent énormément d'argent quelle que soit la modalité de paiement, et des petits auteurs vivent complètement dans la misère.

Microsoft, Oracle, Google, Facebook... Le numérique a fait la fortune de nombreux entrepreneurs américains. Le développement de cette économie impose-t-il l'adoption d'accords tels que l'[ACTA](#) ?

Nous considérons qu'il y a un sérieux danger lié aux accords internationaux mis en place dans le numérique, parce qu'ils ont tous comme idée de limiter les libertés, c'est-à-dire faire qu'il y ait un contrôle de la part de grands décideurs politiques ou économiques sur les contenus. Or, nous sommes pour la liberté la plus complète de ce point de vue là.

Quel regard portez-vous sur l'actuelle gouvernance de l'Internet ? À l'heure de l'Internet des objets et du web de données, pensez-vous qu'une nouvelle organisation s'impose ?

Tout ça devrait être géré démocratiquement, c'est à dire par les populations. Actuellement, des gens, au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) par exemple, sont nommés sans aucun contrôle démocratique. On voudrait des commissions élues et révocables, et qui permettent de décider des choix qui sont faits. Nous sommes pour la liberté, bien sûr, mais nous ne voulons pas non plus que des nazis puissent s'exprimer librement.